

GROUPE GORGE
RAPPORT SEMESTRIEL 2010

RAPPORT D'ACTIVITE

Les comptes consolidés de Groupe Gorgé du 1^{er} semestre 2010 sont établis avec le même périmètre que ceux au 31 décembre 2009. Les comptes du 1^{er} semestre 2009 sont retraités conformément à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, pour être comparables à ceux du 1^{er} semestre 2010 et de l'année 2009 (les activités de NTS, qui étaient traitées en activités non poursuivies en juin 2009, sont donc réintégrées dans les activités poursuivies sur l'ensemble des périodes).

Le groupe a réalisé au cours du semestre un chiffre d'affaires de 95,2 M€, contre 111,3 M€ pour la même période en 2009, soit une évolution de -14,5 %. Le premier semestre 2009 n'intégrait la société SCM que sur 3 mois et n'intégrait pas les sociétés FAURE INGENIERIE (filiale de GROUPE GORGE créée fin 2009 pour réaliser une reprise d'actifs) et TRITON IMAGING (filiale d'ECA acquise fin 2009). La société CNAI, qui contribuait pour 20,8 M€ au chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2009 (3,3 M€ au titre de la construction navale militaire et 17,5 M€ au titre de la construction navale civile), a cessé ses activités en 2010 (procédures de sauvegarde du 3 février et de liquidation judiciaire du 23 juin 2010) et a en conséquence été déconsolidée au 1^{er} janvier 2010. Cette société n'est pas traitée dans le cadre de la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, parce qu'une partie de l'activité de la société (construction navale militaire) est poursuivie par le groupe (acquisition par la société ALMITEC, filiale de GROUPE GORGE, d'un fonds de commerce auprès de CNAI en date du 31 décembre 2009) et que des comptes 2009 de CNAI ne peuvent pas, pour des raisons techniques, être établis en distinguant les activités poursuivies par le groupe (naval militaire) et celles qui ne le sont pas (naval civil).

Le résultat opérationnel courant s'élève à 2,9 M€, contre 2,1 M€ en 2009.

Compte tenu des coûts de restructuration des activités poursuivies de 0,1 M€ (0,3 M€ en 2009), le résultat opérationnel est de 2,8 M€, contre 1,8 M€ en 2009. Le résultat net des activités poursuivies (profit de 1,9 M€) est supérieur à celui du premier semestre 2009 (perte de 0,4 M€). Le résultat des activités non poursuivies est nul, alors qu'il était constitué essentiellement en 2009 de la perte opérationnelle de RECIF Technologies du semestre. Le résultat net part du groupe est un profit de 0,3 M€ (perte de 2,1 M€ en 2009).

Les comptes consolidés au 30 juin 2010 comportent une dette de 4,0 M€ au titre des dividendes à payer par GROUPE GORGE et par ECA à ses minoritaires.

Faits marquants

1/ Déconsolidation de la société CNAI.

La société CNAI (construction navale) a connu d'importantes difficultés en 2009, en raison de pertes importantes sur un contrat et de relations avec son donneur d'ordres dégradées du fait du contexte économique. La société a obtenu l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, approuvée par le Tribunal de commerce de Saint Nazaire le 3 février 2010. L'évolution de la situation de la société (aucune prise de commandes nouvelles) a ensuite justifié une procédure de liquidation judiciaire le 23 juin 2010. La société a donc été déconsolidée à l'ouverture de l'exercice 2010, des comptes intermédiaires n'étant pas disponibles.

2/ Des restructurations se sont poursuivies du fait du contexte économique.

Des coûts de restructuration ont encore été supportés par le pôle Projets et Services Industriels pour 0,1 M€.

3/ Litige fiscal de CIMLEC Industrie.

Le groupe indique depuis plusieurs années dans son rapport annuel (paragraphe « faits exceptionnels et litiges ») que CIMLEC Industrie a bénéficié d'exonérations d'impôt sur les sociétés dans le cadre de la reprise d'entreprises en difficulté en 1999-2000 et que ces exonérations ont été remises en cause par la Commission Européenne. Avant 2009, le Groupe, après prise en compte de l'avis de ses conseils, n'avait jamais constitué de provision à ce titre. La France a été condamnée par la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE), en date du 13 novembre 2008 à obtenir la restitution de ces aides. La somme de 1,9 M€ a dû être reversée en juin 2010 par CIMLEC Industrie, 1,3 M€ au titre de reversement de l'impôt et 0,6 M€ au titre d'intérêts de retard. L'impact sur le résultat du semestre n'est pas significatif, compte tenu de la reprise de la provision de 2,0 M€ déjà constituée dans les comptes antérieurs.

4/ Dilution au sein de ECA SA

En février 2010, la société ECA a procédé à une augmentation de capital réservée dans le cadre d'un programme d'actionnariat salarié. Du fait de cette opération, le taux de détention de GROUPE GORGÉ est passé de 53,01 % à 52,79 %.

Activité

Systèmes Intelligents de Sûreté (groupe ECA)

Le chiffre d'affaires du premier semestre est en croissance de 6,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 (52,1 M€ contre 48,8 M€ en 2009). Le premier semestre 2010 est marqué par une contribution importante des activités aéronautiques et un recul des prestations de services.

Le résultat opérationnel s'élève à 4,2 M€ (soit 8,1% du CA consolidé), contre 5,5 M€ en 2009. Ce recul s'explique par l'importance du résultat du 1^{er} semestre 2009, au cours duquel plusieurs affaires à forte marge s'étaient achevées.

ECA subit des retards de paiement importants de la part de son client la Direction Générale de l'Armement (DGA), en raison de problèmes informatiques internes à la DGA. Les créances sur la DGA échues et non encaissées s'élèvent à 5,6 M€ au 30 juin et 7,9 M€ au 31 août 2010.

Les prises de commandes du semestre s'élèvent à 40,2 M€, contre 38,8 M€ au 1^{er} semestre 2009. Parmi les commandes significatives enregistrées, on peut citer le contrat obtenu par ECA Sintors en groupement avec EADS Tests & Services pour fournir à Airbus l'ensemble des bancs de test des lignes d'assemblage final (FAL) du programme A 350 XWB. Ce contrat conforte la position de prestataire de rang 1 de l'avionneur et positionne désormais le Groupe ECA en premier fournisseur français d'Airbus sur le segment Jigs & Tools. Le secteur Défense a également contribué à la prise de commandes avec le système de stabilisation des SNLE-NG au lancement des missiles M 51, et le contrat pour le Moteur Electrique de Propulsion du 2^{ème} sous-marin Barracuda.

Au 30 juin 2010, le carnet de commandes s'élève à 127 M€, et le carnet des offres demeure à un niveau très important.

Protection en Milieux Nucléaires (groupe NUCLEACTION)

Le groupe NUCLEACTION a connu une très forte croissance entre 2009 et 2010 : +33,5 % de chiffre d'affaires. Cette croissance s'explique par le niveau important de commandes de la société BAUMERT depuis 2008, dans le cadre des programmes EPR (France et Finlande) et pour la fourniture de portes pour des centrales nucléaires en construction en Chine.

Ce semestre, NUCLEACTION a obtenu une première commande sur les deux EPR chinois, pour fournir la totalité des portes neutroniques des réacteurs. Ces systèmes de cloisonnement sont identiques à ceux développés par le Groupe Gorgé pour l'EPR de Flamanville. Il s'agit d'organes de sécurité spécifiques à ces centrales de nouvelle génération, qui permettent l'accès à des zones du bâtiment réacteur autrefois inaccessibles. Cette commande est d'un montant supérieur à 10 M€.

Le carnet de commandes du pôle est en croissance sur le semestre et atteint 49 M€ au 30 juin.

Le résultat opérationnel s'élève à 1,03 M€ contre 0,99 M€ au 1^{er} semestre 2009.

Projets et Services Industriels (CIMLEC Industrie, ALMITEC, CLF-SATREM, FAURE QEI)

Après ses difficultés de 2009, ce pôle d'activité du groupe a entamé son redressement, d'ores et déjà perceptible au deuxième trimestre 2010 dans les volumes de prises de commandes. Cette amélioration ne devrait néanmoins se matérialiser qu'au second semestre, si l'évolution des entrées de commandes continue d'évoluer dans le même sens.

Les activités dans la construction navale civile, à l'origine de pertes importantes en 2009, sont définitivement arrêtées, la société CNAi ayant fait l'objet d'une procédure de sauvegarde (février 2010) conclue par une liquidation judiciaire (juin 2010).

CIMLEC Industrie et ses filiales ont constaté au cours du semestre une augmentation du niveau de leur carnet de commandes, le volume d'offres en cours est en croissance. Cela devrait se traduire par un chiffre d'affaires en croissance sur le second semestre.

ALMITEC a obtenu de nouvelles commandes pour plus de 1 M€, confortant les développements commerciaux engagés depuis début 2009. L'activité de construction navale militaire, acquise auprès de CNAi en 2009 est intégrée, des synergies sont mises en œuvre entre cette activité et la présence de ALMITEC à Flamanville.

L'activité de CLF-SATREM est en recul par rapport au 1^{er} semestre 2009 à 10,2 M€ (contre 11,7 M€ en 2009), en raison des prises de commandes en recul fin 2009. Cela ne traduit pas l'évolution favorable du carnet de commandes au cours du 1^{er} semestre 2010. Le niveau de chiffre d'affaires ne permet plus l'équilibre opérationnel atteint sur l'année 2009.

La société FAURE QEI, qui a commencé son activité en janvier 2010, contribue négativement au résultat opérationnel, à hauteur de -0,6 M€, en raison du coût de lancement non récurrent de l'activité.

Le résultat opérationnel du pôle s'élève à -2,4 M€ sur le semestre, contre -4,6 M€ au 1^{er} semestre 2009.

Faits exceptionnels et litiges

Le litige de CIMLEC Industrie avec l'administration fiscale (bénéfice d'exonérations d'impôt sur les sociétés dans le cadre de la reprise d'entreprises en difficulté en 1999-2000 remises en cause par la Commission Européenne) est soldé par le reversement de 1,9 M€ par CIMLEC Industrie en juin 2010.

Il n'y a pas d'autre évolution significative des litiges à mentionner.

Perspectives

L'activité de CLF-SATREM et de CIMLEC Industrie devrait connaître un rebond sur le second semestre et une amélioration de leurs marges est attendue. ALMITEC connaîtra également de la croissance, grâce à la contribution de son activité navale militaire, mais aussi du fait de l'avancement du contrat ALSTOM sur Flamanville.

Dans le secteur nucléaire, le chiffre d'affaires sera encore en croissance au second semestre, malgré les risques que font peser les retards pris par les maîtres d'œuvre des chantiers EPR de Flamanville (France) et Olkiluoto (Finlande). Le groupe NUCLEACTION atteint un niveau de marge satisfaisant et qui pourrait encore s'élever si les difficultés et les risques des commandes obtenues restent maîtrisés.

Concernant le groupe ECA, l'objectif de chiffre d'affaires à 105 M€ est maintenu. Les choix stratégiques de l'entreprise ont démontré leur pertinence et soutiendront la croissance à moyen terme :

- dans la robotique navale (K Ster, AUV, USV, Simba 45),
- dans la robotique terrestre (volonté croissante des armées d'utiliser des moyens robotisés en soutien des forces terrestres),
- dans le secteur nucléaire (complémentarités possibles avec le groupe NUCLEACTION),

- dans le domaine de la simulation (recherche de solutions d'apprentissage et d'entraînement moins dangereuses ou coûteuses).

Le Groupe Gorgé est toujours dans une phase active de recherche de cibles de croissance externe, en vue d'accélérer sa stratégie de développement, soit pour se renforcer dans certains secteurs (défense, nucléaire), soit pour développer des activités liées aux services à l'industrie et susceptibles de synergies avec les activités actuelles du groupe. A ce jour, plusieurs discussions ont débuté sans pouvoir dire si elles aboutiront.

Note relative aux transactions réalisées avec des parties liées

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants de Groupe Gorgé ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées par le groupe au cours du semestre avec des parties liées ont été identifiées :

En K€, dans les comptes du groupe	PELICAN VENTURE	SOPROMECC
Compte de résultat		
Chiffre d'affaires	-	-
Autres produits	46	21
Achats et charges externes	392	-
Bilan		
Créances clients	(212)	12
Dettes fournisseurs	333	-
Dettes diverses	19	-
Dépôts de garantie reçus	24	10

Nota : PELICAN VENTURE est une société holding, actionnaire principal de Groupe Gorgé, présidée par le président de Groupe Gorgé. SOPROMECC est une filiale de PELICAN VENTURE.

Attestation du responsable du rapport semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Raphaël GORGE, Directeur Général.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2010

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

		En k€		
ACTIF	Notes	30/06/2010	30/06/2009*	31/12/2009
Actifs non courants		57 252	52 631	56 251
Ecarts d'acquisition	3.1	19 251	18 481	19 435
Immobilisations incorporelles	3.2	21 578	17 702	20 656
Immobilisations corporelles	3.2	12 661	12 655	12 452
Immeubles de placement		338	338	338
Actifs financiers : Prêts et créances		1 139	1 246	1 319
Actifs financiers : Titres non consolidés	3.3	51	51	51
Titres mis en équivalence		25	149	27
Impôt différé	3.8	2 025	1 826	1 789
Autres actifs non courants	3.5	184	184	184
Actifs courants		151 755	144 815	146 833
Stocks et en-cours	3.4	15 609	17 250	17 367
Clients et comptes rattachés		95 442	87 930	87 504
Autres actifs courants	3.5	15 074	13 090	11 972
Créance d'impôt	3.8	1 146	1 752	2 280
Trésorerie et autres équivalents	3.9	24 484	24 793	27 710
Actifs destinés à la vente	3.7	-	17 360	-
Total de l'actif		209 007	214 807	203 084
PASSIF		30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Capitaux propres (part du groupe)		37 099	38 850	39 883
Capital ⁽¹⁾	3.10	11 574	116	11 554
Primes ⁽¹⁾		10 891	22 316	10 875
Réserves et résultat consolidés		14 634	16 419	17 455
Intérêts minoritaires		22 578	21 313	21 671
Passifs non courants		23 310	23 493	25 056
Provisions long terme	3.11	3 312	2 382	2 863
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	3.12	14 035	15 146	16 300
Impôts différés	3.8	5 211	4 617	4 619
Autres passifs non courants	3.6	751	1 348	1 274
Passifs courants		126 019	114 604	116 474
Provisions court terme	3.11	4 302	7 585	6 346
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	3.12	12 771	14 040	13 320
Fournisseurs et comptes rattachés	3.6	31 803	35 519	31 578
Autres passifs courants	3.6	77 013	56 732	65 143
Impôt exigible	3.8	129	728	87
Passifs destinés à la vente	3.7	-	16 547	-
Total du passif		209 007	214 807	203 084

⁽¹⁾ de l'entreprise mère consolidante

* colonne «30/06/09 » retraitée des éléments détaillés en note 1.2

COMPTE DE RÉSULTAT

En K€	Notes	1 ^{er} sem.10	1 ^{er} sem.09*	2009
Chiffre d'affaires	3.14	95 174	111 346	206 207
Production immobilisée		2 478	2 250	5 289
Production stockée		(88)	(279)	(239)
Autres produits d'exploitation		3 337	1 165	3 797
Achats consommés		(56 307)	(71 294)	(129 674)
Charges de personnel		(37 251)	(36 560)	(70 124)
Impôts et taxes		(2 004)	(2 049)	(3 881)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises		(2 787)	(1 833)	(3 326)
Ecart d'acquisition		52	-	295
Autres charges d'exploitation nettes des produits		322	(632)	(747)
Résultat opérationnel courant		2 926	2 114	7 595
Pertes de valeur des écarts d'acquisition		-	-	(1 393)
Coûts de restructuration		(102)	(339)	(1 111)
Résultat opérationnel		2 824	1 775	5 091
Coût de l'endettement financier net		549	232	(181)
Résultat courant		3 373	2 007	4 910
Impôt sur le résultat	3.8	(1 422)	(2 321)	(3 658)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		(6)	(48)	(178)
Résultat net des activités poursuivies		1 945	(362)	1 074
Résultat net des activités non poursuivies	3.7	-	(160)	2 011
Résultat net		1 945	(522)	3 085
Résultat des minoritaires		1 664	1 620	3 468
Résultat net part du groupe		280	(2 142)	(383)
Nombre moyen d'actions	3.10	11 245 009	11 241 179	11 233 061
Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)	3.10	0,025	(0,175)	(0,213)
Résultat net par action (en euros)	3.10	0,025	(0,191)	(0,034)

* colonne « 1^{er} sem.09 » retraitée des éléments détaillés en note 1.2

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En K€	Notes	1 ^{er} sem.10	1 ^{er} sem.09*	2009
Résultat net		1 945	(522)	3 085
Ecart de conversion		559	35	(93)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		-	-	-
Réévaluation des immobilisations		-	-	-
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies		(330)	339	(23)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		-	-	-
Impôts		(48)	(115)	37
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		181	259	(79)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 126	(263)	3 007
dont part du groupe		341	(1 951)	(433)
dont part des intérêts minoritaires		1 785	1 687	3 440

* colonne « 1^{er} sem.09 » retraitée des éléments détaillés en note 1.2

TABEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	Notes	1 ^{er} sem.10	1 ^{er} sem.09*	2009
Résultat net des activités poursuivies		1 945	(362)	1 074
Charges et produits calculés	3.16	697	7 214	3 099
Plus et moins values de cessions		(34)	(406)	87
QP de résultat des sociétés mises en équivalence		6	48	178
Capacité d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	3.16	2 615	6 493	4 438
Coût de l'endettement financier net		549	(232)	181
Charge d'impôt	3.8	1 422	2 321	3 658
Capacité d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)		4 586	8 582	8 277
Impôts versés		(963)	(1 681)	(2 944)
Variation du besoin en fonds de roulement		(704)	5 463	20 143
Flux net de trésorerie généré par l'activité		2 919	12 364	25 476
Opérations d'investissement				
Décassement / acquisition immobilisations incorporelles		(2 397)	(2 161)	(5 651)
Décassement / acquisition immobilisations corporelles		(2 304)	(1 116)	(1 295)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles		5	69	(63)
Décassement / acquisition immobilisations financières		(137)	(324)	(397)
Encaissement / cession immobilisations financières		390	213	247
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	3.16	348	(2 146)	(4 575)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(4 094)	(5 466)	(11 733)
Opérations de financement				
Augmentations de capital ou apports		287	-	749
Dividendes versés aux actionnaires de la mère ⁽¹⁾		-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires ⁽¹⁾		(12)	(105)	(3 672)
Encaissements provenant d'emprunts		253	4 280	6 699
Remboursement d'emprunts		(1 367)	(1 393)	(2 462)
Coût de l'endettement financier net		(549)	232	(181)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(1 388)	3 014	1 133
Flux de trésorerie généré par les activités poursuivies		(2 563)	9 912	14 875
Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies		-	60	(359)
Variation de trésorerie		(2 563)	9 972	14 516
<i>Incidence des variations de taux de change</i>		276	127	45
Trésorerie à l'ouverture	3.9	18 282	5 008	5 008
Reclassement de trésorerie ⁽²⁾		(533)	(729)	(1 646)
Trésorerie à la clôture	3.9	15 463	14 318	18 282

* colonne « 1^{er} sem.09 » retraitée des éléments détaillés en note 1.2

⁽¹⁾ N'inclut pas les dividendes votés au 1^{er} semestre mais versés au second, ces dividendes figurent en dette d'exploitation.

⁽²⁾ Reclassement de trésorerie : correspond aux reclassements de la trésorerie des activités non poursuivies et aux variations de juste valeur des actifs financiers inclus dans la trésorerie (VMP).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€	Capital	Réserves	Résultat	Groupe	Minoritaires	Totaux
31/12/2009	11 554	28 710	(383)	39 883	21 671	61 554
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	60	280	341	1 785	2 126
Affectation du résultat	-	(383)	383	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	287	287
Effet IFRS des stocks options	-	93	-	93	59	152
Dividendes	-	(3 025)	-	(3 025)	(969)	(3 995)
Effet IFRS de variation de l'autocontrôle sur la période	-	(11)	-	(11)	(251)	(263)
Effet IFRS des plus-values sur actions propres	-	(181)	-	(181)	-	(181)
Variations de périmètre	-	(1)	-	(1)	(3)	(4)
Autres impacts	-	-	-	-	-	-
30/06/2010	11 554	25 264	280	37 099	22 578	59 678

En K€	Capital	Réserves	Résultat	Groupe	Minoritaires	Totaux
31/12/2008	116	51 867	(10 717)	41 265	21 902	63 167
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	191	(2 142)	(1 951)	1 687	(263)
Affectation du résultat	-	(10 717)	10 717	-	-	-
Effet IFRS des stocks options	-	31	-	31	10	41
Dividendes	-	(15)	-	(15)	(1 837)	(1 852)
Effet IFRS de variation de l'autocontrôle sur la période	-	(516)	-	(516)	(220)	(736)
Effet IFRS des plus-values sur actions propres	-	(95)	-	(95)	(2)	(97)
Variations de périmètre	-	130	-	130	(227)	(97)
Autres impacts	-	-	-	-	-	-
30/06/2009	116	40 877	(2 142)	38 850	21 313	60 163

En K€	Capital	Réserves	Résultat	Groupe	Minoritaires	Totaux
31/12/2008	116	51 867	(10 717)	41 265	21 902	63 167
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	(51)	(383)	(433)	3 440	3 007
Augmentation de capital	11 438	(11 438)	-	-	749	749
Affectation du résultat	-	10 717	(10 717)	-	-	-
Effet IFRS des stocks options	-	104	-	104	77	181
Dividendes	-	49	-	49	(3 716)	(3 666)
Effet IFRS de variation de l'autocontrôle sur la période	-	(1 212)	-	(1 212)	(504)	(1 716)
Effet IFRS des plus-values sur actions propres	-	238	-	238	8	245
Variations de périmètre	-	(129)	-	(129)	(285)	(414)
Autres impacts	-	-	-	-	-	-
31/12/2009	11 554	28 710	(383)	39 883	21 671	61 554

NOTES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Les comptes semestriels consolidés de Groupe Gorgé couvrent une période de 6 mois, du 1er janvier au 30 juin. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 15 septembre 2010.

Le compte de résultat est présenté par nature, le tableau des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie sont établis selon les modèles proposés par la recommandation 2009-R03 du CNC du 2/07/2009.

Le bilan est établi sous la forme courant/non courant, sachant qu'un actif est courant lorsqu'il répond à l'un des critères suivants :

- sa réalisation, sa vente ou sa consommation entre dans le cadre du cycle d'exploitation,
- il est détenu essentiellement à des fins de transaction ou pour une durée courte (12 mois),
- l'actif est de la trésorerie ou un équivalent de trésorerie.

Les autres actifs sont des actifs non courants.

Un passif est courant s'il est attendu qu'il soit réglé dans le cadre du cycle d'exploitation ou s'il doit être réglé dans les douze mois suivant la clôture.

Le résultat opérationnel est présenté au compte de résultat en distinguant le résultat opérationnel courant et les autres éléments non courants. Les éléments non courants du résultat opérationnel déjà identifiés par le groupe sont constitués des coûts de restructuration constatés en charges ou provisionnés et des pertes de valeur des écarts d'acquisition. D'autres éléments non courants, qui seraient caractérisés par le caractère inhabituel de leur survenance ou de leur montant, pourraient être identifiés dans le futur.

Certaines activités peuvent être classées conformément à la norme IFRS 5 et les informations comparatives présentées sont alors retraitées. Ces retraitements sont décrits en note 3.7.

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont en milliers d'euros.

1. PRINCIPES COMPTABLES

- 1.1 Saisonnalité de l'activité
- 1.2 Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés
- 1.3 Référentiel comptable
- 1.4 Principes de consolidation
- 1.5 Méthodes et règles d'évaluation

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS

- 3.1 Écarts d'acquisition
- 3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles
- 3.3 Titres non consolidés
- 3.4 Stocks et encours
- 3.5 Autres actifs non courants et courants
- 3.6 Fournisseurs et autres passifs, non courants et courants
- 3.7 Actifs et passifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies
- 3.8 Impôt sur les sociétés
- 3.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
- 3.10 Capital
- 3.11 Variation des provisions pour risques et charges
- 3.12 Emprunts et dettes financières
- 3.13 Engagements
- 3.14 Ventilation du chiffre d'affaires
- 3.15 Contribution des activités au résultat d'ensemble
- 3.16 Notes relatives au tableau de flux de trésorerie
- 3.17 Tableaux de passage

4. AUTRES NOTES

- 4.1 Effectifs
- 4.2 Faits exceptionnels et litiges
- 4.3 Événements postérieurs

5. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Saisonnalité de l'activité

Les activités du groupe ne sont pas caractérisées par une forte saisonnalité.

La période de juillet-août est parfois privilégiée par certains clients, pour faire réaliser des opérations de maintenance importantes ou des installations d'équipements neufs. Cela n'a toutefois qu'un impact limité sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du semestre compte tenu de l'anticipation nécessaire des chantiers les plus importants et de l'utilisation de la méthode de l'avancement pour valoriser les affaires en cours.

1.2 Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

A la clôture 2009, plusieurs modifications ont été apportées aux comptes antérieurement publiés. Ces modifications sont reprises dans les comptes semestriels 2009 comparés aux comptes semestriels 2010. Les effets de ces retraitements sont décrits en note 3.17.

- Au 30 juin 2009, le Groupe a traité plusieurs activités dans le cadre de la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Ces activités ne font plus partie du périmètre, à l'exception de l'une d'entre elles dont la cession n'est plus envisagée. Cette activité est reclassée en activité poursuivie depuis la clôture 2009. Conformément à la norme, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie antérieurement publiés (30 juin 2009) ont été retraités.

- Des erreurs relatives à l'arrêté des comptes 2008 de la société SSI ont été identifiées en 2009. Les comptes consolidés 2008 ont été retraités pour corriger ces erreurs, conformément aux préconisations de la norme IAS 8 – *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*.

- Depuis 2007, le classement du crédit d'impôt recherche (CIR) en résultat opérationnel plutôt qu'en diminution de la charge d'impôt a été adopté, conformément aux pratiques de la place et aux normes IAS 12 et IAS 20. A la suite de nouvelles analyses, il est apparu que l'application des normes était imparfaite et devait être corrigée, en constatant le crédit d'impôt recherche en produit au rythme des amortissements des actifs qui ont justifié qu'il soit constaté. Cette méthode de comptabilisation diminue le produit de l'année en contrepartie d'une augmentation du poste « produits différés ». Les comptes antérieurs à la clôture annuelle 2009 ont été retraités dans le cadre d'une correction d'erreur, conformément aux préconisations de la norme IAS 8 – *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*.

- Le groupe n'a pas utilisé en 2008 l'information relative à la condamnation de la France par la Cour de Justice des Communautés Européennes (13 novembre 2008) dans le dossier des exonérations d'impôt au titre des reprises d'entreprises en difficulté (article 44 *septies*) dont a bénéficié CIMLEC Industrie en 1999-2000 et jugées illégales par la Commission Européenne. Cette condamnation n'est pas susceptible d'appel, elle aurait dû être prise en considération en actant par voie d'une provision du reversement que l'Etat doit demander à CIMLEC Industrie en conséquence de la décision de la CJCE. S'agissant d'une information qui était disponible à la date d'arrêté des comptes 2008 et dont on pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle ait été obtenue et prise en considération pour la préparation et la présentation de ces états financiers, une correction d'erreur est effectuée sur les comptes 2008. Cette correction consiste à constater une provision de 2 M€ au titre de 2008, montant estimé en 2009 suite à des échanges verbaux avec l'administration fiscale.

1.3 Référentiel comptable

Le Groupe prépare des états financiers consolidés condensés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, tels qu'ils figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2010.

Les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2010 ont été établis selon des méthodes comptables identiques à celles appliquées pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, à l'exception des nouvelles normes, normes révisées et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2010 :

- les normes IFRS 3 révisée (Regroupements d'entreprises), IAS 27 révisée (Etats financiers consolidés et individuels), les amendements d'IAS 39 (Eléments éligible à la couverture), d'IFRS 2 (transactions cash-settled intra-groupe) et d'IFRS 5 (cession partielle de titre), les améliorations des normes IFRS de mai 2008 et avril 2009, ainsi que les interprétations IFRIC 12 (Contrats de concessions de service), IFRIC 15 (Ventes de biens immobiliers), IFRIC 16 (Couverture d'un investissement net dans une filiale étrangère), IFRIC 17 (Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires) et IFRIC 18 (transfert d'actifs de la part de clients) sont sans effet significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2010.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les nouvelles normes, normes révisées et interprétations non encore obligatoires :

- Amendement IAS 32 (Classement des droits de souscription émis),
- IAS 24 révisée (Informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées),
- IFRS 9 (Instruments financiers),
- IFRIC 14 (Paiement d'avance),
- IFRIC 19 (Extinction des dettes financières avec des instruments de capitaux propres).

En outre, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les textes qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2010.

En date du 14 janvier 2010, le Conseil National de la Comptabilité a publié un communiqué relatif au traitement comptable de la Contribution Economique Territoriale (CET) introduite en France par la Loi de Finances 2010 du 31 décembre 2009 réformant la Taxe Professionnelle. Le communiqué précise que la CET inclut une composante assise sur la valeur ajoutée (CVAE) et que le manque de précision de la norme IAS 12 et des délibérations de l'IFRIC ne permettent pas de qualifier d'impôt sur le résultat ou de charge d'exploitation. Le communiqué demande aux entreprises de justifier en annexe aux comptes consolidés 2009 le traitement comptable retenu et le montant des impôts différés provisionnés par résultat en 2009 au cas où l'entreprise retiendrait la qualification d'impôt sur le résultat. GROUPE GORGÉ n'a pas finalisé l'étude d'impact de la nouvelle CVAE sur ses comptes avec ses conseils. Les conséquences du communiqué du CNC seront donc tirées par le groupe dans ses comptes au 31 décembre 2010.

1.4 Principes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir de situations au 30 juin.

Les principes de consolidation (méthode de consolidation, conversion des états financiers des sociétés étrangères, regroupements d'entreprises) sont les mêmes que pour les comptes consolidés annuels. Ces principes sont décrits dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2010.

1.5 Méthodes et règles d'évaluation

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

Les méthodes et règles d'évaluation appliquées pour les comptes consolidés semestriels sont similaires à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2009 (document de référence déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2010). Seules les méthodes spécifiques aux entrées de périmètre et aux activités abandonnées ou en cours de cession sont reprises ici.

Traitement comptable du regroupement d'entités placées sous contrôle commun

Le paragraphe 3 de la norme IFRS 3 - *Regroupement d'entreprises* prévoit que la norme IFRS 3 ne s'applique pas aux regroupements d'entreprises impliquant des entités ou des activités sous contrôle commun.

Dans ces circonstances, les normes IFRS préconisent l'utilisation des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8, qui prévoient notamment le recours à d'autres corps de normes, à la condition qu'ils ne soient pas en contradiction avec les normes IFRS en vigueur ainsi qu'avec leur cadre conceptuel.

Le Groupe retient ainsi la méthode de la mise en commun d'intérêts comme méthode comptable pour présenter dans ses comptes consolidés les opérations de regroupement d'entités sous contrôle commun. Cette méthode dite du « *pooling of interests* » selon les dispositions de la norme américaine FAS 141 (qui a remplacé l'APB 16 mais en reprenant dans ses annexes D11 à D18 ses dispositions pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises sous contrôle commun) a les conséquences pratiques suivantes :

- l'opération est comptabilisée sur la base des valeurs comptables IFRS des entités fusionnées ;
- l'écart entre la valeur de l'actif net transmis et la valeur comptable des instruments de capitaux propres émis par la société est comptabilisée dans ses réserves consolidées ;
- les frais externes relatifs à l'opération sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Par ailleurs, la méthode de la mise en commun d'intérêts a un effet rétroactif. Les comptes consolidés du Groupe sont donc retraités pour retracer les opérations des entités fusionnées comme si les entités avaient toujours été regroupées.

Regroupements d'entreprises qui ne sont pas sous contrôle commun

Les regroupements d'entreprises qui ne sont pas sous contrôle commun sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 - *Regroupements d'entreprises*.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur, au terme d'une période d'évaluation pouvant atteindre 12 mois suivant la date d'acquisition. La différence existant entre le coût d'acquisition et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés acquis, l'écart est immédiatement reconnu en résultat.

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis. Les achats complémentaires d'intérêts minoritaires intervenant après la date de prise de contrôle ne donnent pas lieu à réévaluation des actifs et passifs identifiables. L'écart généré entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré en contrepartie des capitaux propres.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an. Les Unités Génératrices de Trésorerie prises en compte correspondent aux sociétés concernées. Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat opérationnel, sur la ligne « Pertes de valeur des écarts d'acquisition ».

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti, selon le traitement de référence de la norme IAS 38 – *Immobilisations incorporelles*.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

Les immobilisations incorporelles, à l'exception des marques, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales et réglementaires.

La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les pertes de valeur résultant des tests d'évaluation sont comptabilisées le cas échéant en autres produits et charges d'exploitation.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprise ne sont pas amorties lorsque leur durée de vie présente un caractère indéterminé. Les critères qui permettent de fixer le caractère indéterminé ou non de la durée de vie de ces actifs incorporels, et le cas échéant leur durée de vie, sont les suivants :

- notoriété de l'actif,
 - pérennité de l'actif en fonction de la stratégie d'intégration au portefeuille d'activités du Groupe.
- La valeur des actifs incorporels est testée au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation exceptionnelle est comptabilisée.

Actifs (ou groupe d'actifs) non courants détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

Le groupe applique la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Les actifs non courants, ou groupe d'actifs et de passifs directement liés, sont considérés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée du bilan du groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession, est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie indépendants du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau de flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées.

2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Variations de périmètre

Les sociétés composant le périmètre de consolidation sont listées dans la note 5.

Les variations de périmètre du semestre sont les suivantes :

- la liquidation de la société CNAI a été prononcée au cours du semestre. Cette société a été déconsolidée au 1^{er} janvier.
- la société FAURE QEI a repris en décembre 2009 une partie des actifs de la société FAURE Ingénierie. Cette acquisition a été réalisée en décembre 2009 pour 0,15 M€. Une évaluation de la juste valeur des actifs, passifs et passifs acquis par rapport au coût d'acquisition a été réalisée sur ce semestre, elle sera finalisée à la fin de l'exercice 2010.

3. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS

3.1 Écarts d'acquisition

Les mouvements des écarts d'acquisition sont récapitulés dans le tableau suivant :

Écarts d'acquisition nets	30/06/2010	31/12/2009
Ouverture	19 435	15 064
Entrées de périmètre	430	5 529
Autres	285	300
Sorties de périmètres	(899)	(64)
Pertes de valeur	-	(1 393)
Effet des variations de change	-	-
TOTAL	19 251	19 435

Les écarts d'acquisition se répartissent ainsi :

Systèmes Intelligents de Sûreté :	70 %
Projets et Services Industriels :	11 %
Protection en Milieux Nucléaires :	19 %

La société n'a pas constaté d'indices de pertes de valeur.

Les écarts liés aux entrées de périmètre se répartissent ainsi :

TRITON IMAGING

Un complément de prix a été versé pour 262 k€, ce qui impacte d'autant l'écart d'acquisition.

FAURE QEI

En ke	Valeur comptable	Ajustement à la JV	Entrée de périmètre
Incorporels	100	-	100
Corporels	50	-	50
Prov. pour risques	-	(48)	(48)
Congés à payer	-	(169)	(169)
IFC	-	(34)	(34)
IDA/IDP	-	84	84
Totaux	150	(167)	(18)

Les frais d'acquisition ont été constatés en charges de l'exercice, ils ne sont pas très significatifs.

FAURE QEI

Prix d'acquisition	150
Situation nette réévaluée	(18)
Ecart d'acquisition	168

3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes, en K€	Ouverture	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mvts	Ecarts de conversion	Clôture
Frais de recherche	22 544	-	2 242	729	-	-	24 057
Autres immobilisations incorporelles	6 785	(67)	305	153	(7)	19	6 883
Totaux immobilisations incorporelles	29 329	(67)	2 548	882	(7)	19	30 940
Terrains	146	-	-	-	-	-	146
Terrains – crédit bail	1 188	-	-	-	-	-	1 188
Constructions	6 639	(1 073)	366	8	-	21	5 945
Constructions – crédit bail	6 431	-	-	-	-	-	6 431
Installations techniques	7 032	(52)	267	243	-	38	7 041
Installations. techniques – crédit bail	234	-	-	-	-	-	234
Autres immo. corp.	6 360	(675)	534	25	-	62	6 256
Immobilisations en cours	63	-	1 263	-	(16)	-	1 310
Avances et acomptes	2	-	34	-	-	-	37
Totaux immobilisations corporelles	28 095	(1 801)	2 464	276	(15)	121	28 587
Immeubles de placement	394	-	-	-	-	-	393

Amortissements et pertes de valeurs, en K€	Ouverture	Variations de périmètre	Augmentations	Reprises	Diminutions	Autres mvts	Ecarts de conversion	Clôture
Frais de recherche	5 176	-	1 069	-	729	-	-	5 516
Autres immobilisations incorporelles	3 497	(54)	429	20	2	(8)	5	3 847
Totaux immobilisations incorporelles	8 673	(54)	1 498	20	731	(8)	5-	9 363
Terrains	-	-	-	-	-	-	-	-
Terrains – crédit bail	4	-	1	-	-	1	-	6
Constructions	3 921	(76)	136	-	3	6	10	3 992
Constructions – crédit bail	2 207	-	124	-	-	157	-	2 489
Installations techniques	5 142	(34)	243	-	243	(2)	35	5 140
Installations. techniques – crédit bail	218	-	11	-	-	(159)	-	70
Autres immo. corp.	4 151	(287)	359	-	37	2	41	4 229
Totaux immobilisations corporelles	15 643	(398)	873	-	284	6	85	15 926
Immeubles de placement	56	-	-	-	-	-	-	56

3.3 Titres non consolidés

Le détail des titres non consolidés est le suivant :

Participations non consolidables	
Marine intérim	34
Autres	17
Titres non consolidés	51

Les titres CNAI (valeur brute 3 655 K€) sont intégralement provisionnés.

3.4 Stocks et encours

L'évolution des stocks au bilan consolidé est la suivante :

En K€	30-06-10		31-12-09			
	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes
Matières premières	11 268	2 919	8 349	10 383	2 718	7 665
En cours	4 507	160	4 347	7 488	202	7 286
Produits intermédiaires et finis	3 581	669	2 913	2 959	556	2 403
Marchandises	-	-	-	27	14	14
TOTAUX STOCKS ET EN-COURS	19 357	3 748	15 609	20 858	3 490	17 367

3.5 Autres actifs non courants et courants

	Valeurs nettes 30-06-2010	Valeurs nettes 31-12-2009
Comptes courants débiteurs	184	184
Totaux autres actifs non courants	184	184
Avances et acomptes versés	4 449	3 573
Débiteurs divers	1 860	1 230
Créances fiscales et sociales	6 736	5 713
Comptes courants débiteurs	99	2
Charges constatées d'avance	1 931	1 454
Totaux autres actifs courants	15 074	11 971

Le poste « autres actifs non courants » est composé exclusivement de comptes courants, nets de provisions. Ces comptes courants concernent essentiellement la société BEMA (144k€).

3.6 Fournisseurs et autres passifs, non courants et courants

	30-06-10	31-12-09
En K€		
Fournisseurs	31 109	30 974
Fournisseurs d'immobilisations	694	604
Totaux fournisseurs	31 803	31 578
Avances et acomptes reçus	18 755	19 694
Dettes sociales	13 189	12 940
Dettes fiscales	11 818	10 334
Comptes courants créditeurs	4 282	304
Dettes diverses	1 440	1 641
Produits différés	27 530	20 231
Totaux des autres passifs courants	77 013	65 143
Dettes diverses	751	1 274
Totaux autres passifs non courants	751	1 274
Impôt exigible	129	87

Le poste « autres passifs non courants » est composé exclusivement d'avances conditionnées pour 751 K€.

Le poste comptes courants créditeurs est composé de dividendes à payer par ECA à ses actionnaires minoritaires ainsi que de comptes courants à payer à PELICAN VENTURE, société mère du GROUPE GORGÉ.

3.7 Actifs et passifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies

Comme au 31 décembre 2009, il n'y a plus à la date du 30 juin 2010 d'activités non poursuivies au sein du groupe. Au 30 juin 2009, ces activités regroupaient les activités de Sintors Canada (service sur des équipements GSE), de Récif Technologies (robots de manipulation des wafers pour la fabrication des semi-conducteurs), de NTS et CNA (convoyeurs à air pour bouteilles).

Les sociétés Sintors Canada et Récif Technologies ont été cédées en 2009.

La décision d'arrêter ou de céder les activités de NTS et CNA avait été prise en décembre 2008. Cette décision s'est concrétisée par la fermeture de la société CNA. En revanche, il n'a pas été possible de céder la société NTS qui en conséquence est à nouveau classée en activité poursuivie depuis les comptes au 31 décembre 2009. Les comptes du 1^{er} semestre 2009 ont été retraités en conséquence.

Le résultat des activités non poursuivies est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « activités non poursuivies », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées. Les flux nets liés aux activités non poursuivies du tableau des flux de trésorerie du Groupe correspondent sur le premier semestre 2009 et sur 2009 à l'ensemble des flux de trésorerie nets des flux intragroupes de la période. La trésorerie de clôture de ces activités a été reclassée pour ne plus être incluse dans la trésorerie du groupe.

Les actifs et passifs des « activités cédées ou en cours de cession » sont présentés sur des lignes séparées au bilan du Groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Impacts sur les états financiers

Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie des activités non poursuivies se présentent de la façon suivante :

	30/06/10	30/06/09	31/12/09
Chiffre d'affaires	-	2 258	5 807
Résultat opérationnel courant	-	76	(1 714)
Coûts de restructuration	-	(65)	(84)
Résultat opérationnel	-	11	(1 798)
Résultat courant	-	(83)	(1 855)
Impôt	-	(76)	(220)
Résultat net	-	(160)	(2 075)
Résultat de cession ⁽¹⁾	-	-	4 086
Résultat net des activités	-	(160)	2 011
<i>Dont part du groupe</i>	-	(179)	2 005
<i>Dont part des minoritaires</i>	-	19	6

	30/06/10	30/06/09	31/12/09
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles ⁽²⁾	-	(60)	111
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	-	(124)	(144)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	-	282	(36)
Flux nets de trésorerie ⁽¹⁾	-	98	(69)
Déconsolidation de trésorerie ⁽²⁾	-	(38)	(482)
Flux nets	-	60	(551)

⁽¹⁾ Dont des apports reçus des activités poursuivies de 0,3 M€ en 2009.

⁽²⁾ déconsolidation de la trésorerie de Récif Technologies et Sintors Canada en 2009

3.8 Impôts sur les sociétés

Deux intégrations fiscales sont réalisées au sein du GROUPE GORGÉ : au niveau de GROUPE GORGÉ SA et au niveau de ECA SA, avec pour chacune des deux sociétés l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

Ventilation de la charge d'impôt :

	30/06/2010	30/06/2009
Impôts différés	(459)	(670)
Impôts exigibles	(963)	(1 651)
Charge d'impôt	(1 422)	(2 321)

La charge d'impôt n'inclut pas les crédits d'impôt recherche, classés en « Autres charges d'exploitation nettes des produits » pour 916K€ ce semestre et 765 K€ au 1^{er} semestre 2009.

Ventilation des impôts différés par nature :

	30/06/2010	31/12/2009
Décalages temporaires	1 995	1 780
Déficits reportables	30	9
Total impôts différés actifs	2 025	1 789
Décalages temporaires	5 271	4 808
Déficits reportables	(60)	(189)
Total impôts différés passifs	5 211	4 619

Les déficits reportables sont activés en fonction des perspectives d'imputation rapide de ces déficits. L'actif d'impôt différé résultant de cette activation est imputé sur la fiscalité active ou passive en fonction de la situation nette fiscale différée des sociétés concernées.

Dettes et créances d'impôt :

	30/06/2010	31/12/2009
Créance d'impôt	1 146	2 280
Impôt exigible	(129)	(87)
Créance / (dette) d'impôt nette	1 017	2 193

Les créances d'impôt sont constituées principalement de créances de crédit d'impôt recherche (CIR).

3.9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2010	31/12/2009
VMP	11 887	7 858
Disponibilités	12 596	19 852
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 484	27 710
Concours bancaires	(9 021)	(9 427)
Totaux	15 463	18 282

3.10 Capital

Au 30/06/2010, le capital social de Groupe Gorgé SA s'élève à 11 574 403 €, constitué de 11 574 403 actions de 1 euro de nominal chacune, totalement libérées.

• Evolution du capital social de Groupe Gorgé SA

	Nombre cumulé d'actions	Montant du capital en euros
Capital au 31/12/2007	6 323 321	6 323 321
Capital au 31/12/2008	6 323 321	6 323 321
Capital au 31/12/2009	11 553 735	11 553 735
Capital au 30/06/2010	11 574 403	11 574 403

Le 30 juin 2009, le capital a été réduit par réduction de la valeur nominale de 1 euro à 0,01 euro. La somme de 6.260.087,79 correspondant à cette réduction a été affectée à un compte de prime d'émission, le capital a été ramené à 63.233,21 euros.

Le même jour, 5.230.414 actions nouvelles de 0,01 € de nominal ont été créées en conséquence de la fusion par absorption de Balisco, le capital a été porté à 115 537,35 euros.

L'assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2009 a donné délégation au Conseil d'Administration pour réaliser une augmentation de capital par élévation du nominal de 0,01 euro à 1 euro. Le Conseil d'Administration a mis en œuvre cette délégation le 27 juillet 2009, portant ainsi le capital à 11 553 735 euros.

Le 23 avril 2010, le Conseil d'Administration a constaté l'attribution définitive et gratuite de 20.668 actions de 1 euro chacune au profit de mandataires sociaux et salariés de la société et la réalisation définitive de l'augmentation de capital correspondante d'un montant de 20.668 euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte de report à nouveau. Le capital social a ainsi été porté de 11.553.735 euros à 11.574.403 euros.

• **Evolution de l'actionariat**

	30-juin-10				31-déc-09			
	Actions	%	Droits de vote	%	Actions	%	Droits de vote	%
Famille GORGÉ ⁽¹⁾	8 372 374	72,34%	11 118 657	79,46%	8 359 675	72,35 %	11 105 958	79,49 %
Eximium ⁽²⁾	566 425	4,89%	566 425	4,05%	444 983	3,85 %	444 983	3,18 %
Auto détention	329 603	2,85%	-	-	329 991	2,86 %	-	-
Public	2 306 001	19,92%	2 307 656	16,49%	2 419 086	20,94 %	2 420 361	17,32 %
Total	11 574 403	100%	13 992 738	100%	11 553 735	100 %	13 971 302	100 %

(1) « famille GORGÉ » désigne les titres détenus en direct par Jean-Pierre GORGÉ, le fondateur et président du groupe, soit (au 30 juin 2010) 115 219 titres, ceux détenus en direct par Raphaël GORGÉ (461 767 titres) ainsi que les titres détenus par PELICAN VENTURE SAS, société holding détenue exclusivement par trois membres de la famille GORGÉ et dont Jean-Pierre GORGÉ détient la majorité.

(2) La société EXIMIUM a déclaré le 23 juillet 2010 avoir franchi à la hausse le seuil de 5% du capital et détenir 579.113 actions de la société Groupe Gorgé SA.

Les actions inscrites au nominatif pendant quatre années acquièrent un droit de vote double.

• **Résultat par action**

Pour calculer le résultat par action, on utilise le nombre moyen pondéré d'actions, en déduisant le nombre moyen d'actions d'auto contrôle. Le nombre d'actions inclut les actions créées le 30 juin 2009 pour la rémunération de la fusion avec BALISCO sans prorata temporis, afin d'assurer la cohérence entre le nombre d'actions et le résultat net selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

Le résultat par action est calculé à partir du résultat net part du groupe. Le résultat par action des activités poursuivies correspond au résultat net part du groupe retraité du résultat sur activités non poursuivies et de la part des minoritaires dans le résultat des activités non poursuivies.

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Nombre moyen pondéré d'actions	11 245 009	11 241 179	11.233.061
Dividende par action versé au titre de l'exercice	-	-	0,26
Résultat par action, en euros	0,025	(0,191)	(0,034)
Résultat par action des activités poursuivies, en euros	0,025	(0,175)	(0,213)
Actions potentielles dilutives	-	62.000	62.000
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	11 245 009	11 303 179	11.295.061
Résultat par action dilué, en euros	0,025	(0,190)	(0,034)
Résultat par action dilué des activités poursuivies, en euros	0,025	(0,174)	(0,211)

3.11 Variation des provisions

Provisions En K€	31/12/09	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres mvts	30/06/10
Non courant							
pour retraites	2 863	(57)	500	30	-	36	3 312
Sous-totaux non courant	2 863	(57)	500	30	-	36	3 312
Courant							
pour litiges	758	(125)	31	126	-	(88)	451
pour garanties données aux clients	692	-	139	159	-	-	672
pour pertes à terminaison	293	(94)	119	79	-	-	239
pour travaux restant à effectuer	-	-	-	-	-	-	-
pour amendes et pénalités	157	-	323	-	-	-	480
pour autres provisions ⁽¹⁾	4 444	-	94	2 166	-	88	2 460
Sous-totaux courant	6 346	(218)	705	2 530	-	-	4 302
Totaux	9 209	(276)	1 206	2 560	-	36	7 615

⁽¹⁾ Concerne notamment une provision de 1,2 M€, sans mouvement sur l'exercice, constituée dans le cadre de la cession de BEMA ingénierie et une provision de 2,0 M€ à l'ouverture, relative au litige de l'article 44 septies et reprise sur le 1^{er} semestre 2010 (voir note 5.1).

3.12 Emprunts et dettes financières

• Variation des emprunts et dettes financières

	31/12/2009	Variations de périmètre	Augmenta- tions	Diminutions	Autres mvts	Ecart de conversion	30/06/2010
Retraitement des crédits baux	7 506	-	-	312	-	-	7 195
Emprunts auprès des établissements de crédit	11 467	(1 088)	113	1 005	-	-	9 487
Autres dettes financières diverses	1 045	(31)	145	55	-	-	1 104
Dettes participation des salariés	175	(175)	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	9 427	(3 257)	9 021	6 170	-	-	9 021
Totaux dettes financières	29 620	(4 551)	9 278	7 542	-	-	26 806

• Echancier des emprunts et dettes financières

En K€	Totaux 30/06/10	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an	dont inférieur à 5 ans	dont supérieur à 5 ans
Retraitement des crédits baux	7 195	575	6 620	2 579	4 041
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 487	2 940	6 547	6 477	70
Autres dettes financières diverses	1 104	236	868	868	-
Concours bancaires courants	9 021	9 021	-	-	-
Totaux dettes financières	26 806	12 771	14 035	9 924	4 111

3.13 Engagements

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2009 n'ont pas évolué de façon significative.

3.14 Ventilation du chiffre d'affaires

La composition des différents pôles du groupe est indiquée dans la note 5.
Le chiffre d'affaires indiqué par pôle représente la contribution du pôle au chiffre d'affaires consolidé.

Premier semestre 2010 :

En k€								
Zones géographiques	France	%	Europe	%	Autres	%	Total CA	%
Protection Nucléaire	10 681	15%	1 190	15%	1 787	12%	13 658	14%
Systèmes Intelligents	34 065	47%	5 452	70%	12 557	87%	52 074	55%
Projets Services Indus.	28 024	38%	1 093	16%	160	1%	29 277	31%
Structure et foncier	165	0%	-	0%	-	0%	165	0%
Totaux	72 936	100%	7 735	100%	14 504	100%	95 174	100%
%	77%		8%		15%		100%	

Premier semestre 2009 :

En k€								
Zones géographiques	France	%	Europe	%	Autres	%	Total CA	%
Protection Nucléaire	6 743	8%	1 649	17%	1 831	12%	10 223	9%
Systèmes Intelligents	30 243	35%	5 997	61%	12 578	83%	48 818	44%
Projets Services Indus.	49 291	57%	2 258	23%	656	4%	52 205	47%
Structure et foncier	99	0%	-	0%	-	0%	99	0%
Totaux	86 376	100%	9 904	100%	15 066	100%	111 346	100%
%	78%		9%		14%		100%	

3.15 Contribution des activités au résultat d'ensemble

En k€	Systèmes Intelligents de Sûreté		Projets et Services Industriels		Protection en Milieux Nucléaires		Structure		Eliminations		Consolidé	
	Juin 2010	Juin 2009	Juin 2010	Juin 2009	Juin 2010	Juin 2009	Juin 2010	Juin 2009	Juin 2010	Juin 2009	Juin 2010	Juin 2009
Chiffre d'affaires	52 074	48 818	29 783	52 444	13 658	10 232	1 259	1 212	(1 600)	(1 360)	95 174	111 346
Résultat opérationnel	4 206	5 472	(2 500)	(4 899)	1 034	987	84	216	-	-	2 824	1 775
Coût de l'endettement net	826	439	(198)	(282)	(115)	(39)	37	114	-	-	549	232
Impôt	(1 495)	(2 056)	144	(120)	(298)	(295)	228	151	-	-	(1 422)	(2 321)
QP sociétés en équivalence	(6)	(48)	-	-	-	-	-	-	-	-	(6)	(48)
Résultat net	3 530	3 808	(2 555)	(5 302)	621	652	348	480	-	-	1 945	362

Le chiffre d'affaires indiqué par pôle inclut le chiffre d'affaires réalisé avec les autres pôles.

3.16 Notes relatives au tableau de flux de trésorerie

Détermination de la capacité d'autofinancement

Résultat net des activités poursuivies	1 945
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	6
Dotations/reprises aux amortissements et pertes de valeur et provisions pour risques et charges	546
Annulation des plus et moins values sur actions propres	(13)
Variations de juste valeur en résultat	12
Charge calculée liée aux stocks options	152
Plus et moins value de cessions	(34)
Capacité d'autofinancement avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts	2 615

La trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales se décompose ainsi :

Trésorerie négative de CNAi déconsolidée	+ 611
Complément de prix TRITON Imaging	<u>- 262</u>
Total	+ 349

3.17 Tableaux de passage

Les tableaux ci-après détaillent les retraitements et corrections effectués sur les comptes au 30 juin 2009 et sur les comptes 2008 (ouverture des comptes 2009) :

3.17.1 Etat de la situation financière au 31 décembre 2008

En k€	FINUCHEM (*) A	BALISCO B	Eliminations retraitements C	Après fusion D=A+B+C	Corrections d'erreurs E	GRUPE GORGÉ F=D+E
	31/12/2008	31/12/2008		31/12/2008		31/12/2008
ACTIF						
Actifs non courants	46 811	2 068	-	48 879	(39)	48 840
Ecarts d'acquisition	14 247	816	-	15 063	-	15 063
Immobilisations incorporelles	16 168	359	-	16 527	-	16 527
Immobilisations corporelles	12 130	484	-	12 614	(39)	12 574
Immeubles de placement	338	-	-	338	-	338
Actifs financiers : Prêts et créances	1 176	234	-	1 410	-	1 410
Actifs financiers : Titres non consolidés	151	-	-	151	-	151
Titres mis en équivalence	195	-	-	195	-	195
Impôt différé	1 987	175	-	2 162	-	2 162
Autres actifs non courants	420	-	-	420	-	420
Actifs courants	140 210	20 497	(110)	160 597	157	160 755
Stocks et en-cours	14 717	2 246	-	16 963	79	17 042
Clients et comptes rattachés	92 134	15 232	(110)	107 257	-	107 257
Autres actifs courants	10 416	1 464	-	11 880	79	11 959
Créance d'impôt	7 518	76	-	7 594	-	7 594
Trésorerie et autres équivalents	15 424	1 479	-	16 903	-	16 903
Actifs destinés à la vente	13 827	-	-	13 827	-	13 827
Total de l'actif	200 848	22 565	(110)	223 303	118	223 421
PASSIF						
Capitaux propres (part du groupe)	41 890	1 799	-	43 689	(2 424)	41 265
Capital	6 323	1 000	(7 208)	116	-	116
Primes	15 196	-	7 100	22 296	-	22 296
Réserves et résultat consolidés	20 371	799	107	21 277	(2 424)	18 853
Intérêts minoritaires	22 237	-	-	22 237	(334)	21 903
Passifs non courants	20 359	346	-	20 705	-	20 705
Provisions long terme	2 249	295	-	2 544	-	2 544
Dettes financières à plus d'un an	12 547	50	-	12 597	-	12 597
Impôts différés	4 138	-	-	4 138	-	4 138
Autres passifs non courants	1 425	1	-	1 426	-	1 426
Passifs courants	102 524	20 420	(110)	122 833	2 876	125 709
Provisions court terme	6 198	221	-	6 419	2 000	8 419
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	10 824	4 188	-	15 012	-	15 012
Fournisseurs et comptes rattachés	37 708	7 026	(110)	44 624	427	45 051
Autres passifs courants	46 826	8 985	-	55 811	(131)	56 253
Impôt exigible	967	-	-	967	7	974
Passifs destinés à la vente	13 840	-	-	13 840	-	13 840
Total du passif	200 848	22 565	(110)	223 303	118	223 421

(*) Comptes consolidés après réintégration de NTS dans les activités poursuivies

3.17.2 Etat de la situation financière au 30 juin 2009

En k€	GROUPE GORGÉ A(*)	Corrections d'erreurs B	GROUPE GORGÉ C=A+B
ACTIF	30/06/2009		30/06/2009
Actifs non courants	52 671	(39)	52 631
Ecart d'acquisition	18 481	-	18 481
Immobilisations incorporelles	17 702	-	17 702
Immobilisations corporelles	12 694	(39)	12 655
Immeubles de placement	338	-	338
Actifs financiers : Prêts et créances	1 246	-	1 246
Actifs financiers : Titres non consolidés	51	-	51
Titres mis en équivalence	149	-	149
Impôt différé	1 826	-	1 826
Autres actifs non courants	184	-	184
Actifs courants	144 658	157	144 815
Stocks et en-cours	17 171	79	17 250
Clients et comptes rattachés	87 930	-	87 930
Autres actifs courants	13 011	79	13 090
Créance d'impôt	1 752	-	1 752
Trésorerie et autres équivalents	24 793	-	24 793
Actifs destinés à la vente	17 360	-	17 360
Total de l'actif	214 689	118	214 807
PASSIF			
Capitaux propres (part du groupe)	41 422	(2 572)	38 850
Capital ⁽¹⁾	116	-	116
Primes ⁽¹⁾	22 316	-	22 316
Réserves et résultat consolidés ⁽²⁾	18 991	(2 572)	16 419
Intérêts minoritaires	21 786	(474)	21 313
Passifs non courants	23 493	-	23 493
Provisions long terme	2 382	-	2 382
Dettes financières à plus d'un an	15 146	-	15 146
Impôts différés	4 617	-	4 617
Autres passifs non courants	1 348	-	1 348
Passifs courants	111 441	3 164	114 604
Provisions court terme	5 585	2 000	7 585
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	14 040	-	14 040
Fournisseurs et comptes rattachés	35 092	427	35 519
Autres passifs courants	56 003	729	56 732
Impôt exigible	721	7	728
Passifs destinés à la vente	16 547	-	16 547
Total du passif	214 689	118	214 807

^(*) Comptes consolidés après réintégration de NTS dans les activités poursuivies

3.17.3 Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2008

En K€	<i>FINUCHEM (*)</i> A	<i>BALISCO</i> B	<i>Eliminations retraitements</i> C	<i>Après fusion</i> <i>D=A+B+C</i> D	<i>Corrections d'erreurs</i> E	<i>GRUPE GORGÉ</i> F=D+E
	2008	2008		2008		2008
Chiffre d'affaires	186 543	39 293	(250)	225 586		225 586
Production immobilisée	3 527	218	-	3 744		3 744
Production stockée	(836)	696	-	(140)		(140)
Autres produits d'exploitation	2 279	114	-	2 393	(393)	2 000
Achats consommés	(116 879)	(26 458)	275	(143 062)	84	(142 978)
Charges de personnel	(55 407)	(11 059)	-	(66 466)	(33)	(66 499)
Impôts et taxes	(3 317)	(533)	-	(3 850)	162	(3 688)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(5 245)	(559)	-	(5 804)	(1 987)	(7 790)
Ecarts d'acquisition	378	-	-	378	-	378
Autres charges d'exploitation nettes des produits	1 532	(277)	(24)	1 231	(2 556)	842
Résultat opérationnel courant	12 575	1 436	-	14 012	(2 556)	11 456
Coûts de restructuration	(723)	-	-	(723)		(723)
Résultat opérationnel	11 852	1 436	-	13 289	(2 556)	10 733
Coût de l'endettement financier net	(1 056)	(154)	-	(1 211)	(2)	(1 213)
Résultat courant	10 796	1 282	-	12 078	(2 558)	9 520
Impôt sur le résultat	(2 614)	(437)	-	(3 051)	(24)	(3 074)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(83)	-	-	(83)	-	(83)
Résultat net des activités poursuivies	8 100	845	-	8 945	(2 582)	6 363
Résultat net des activités non poursuivies	(14 466)	-	-	(14 466)		(14 466)
Résultat net	(6 366)	845	-	(5 521)	(2 582)	(8 103)
Résultat des minoritaires	2 860	-	-	2 860	(246)	2 614
Résultat net part du groupe	(9 226)	845	-	(8 381)	(2 336)	(10 717)

(*) Comptes consolidés de FINUCHEM après réintégration de NTS dans les activités poursuivies

L'impact des corrections d'erreur sur le résultat net s'élève à (2.582) k€. Cet impact se décompose entre la correction relative à l'article 44 septies pour (2.000) k€, les corrections relatives au CIR pour (393) k€ et les corrections relative à SSI pour (189) k€.

3.17.4 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2009

En K€	GROUPE GORGÉ A(*) 1^{er} sem.2009	Corrections d'erreurs B	GROUPE GORGÉ C=A+B 1^{er} sem.2009
Chiffre d'affaires	111 346	-	111 346
Production immobilisée	2 250	-	2 250
Production stockée	(279)	-	(279)
Autres produits d'exploitation	1 453	(288)	1 165
Achats consommés	(71 294)	-	(71 294)
Charges de personnel	(36 560)	-	(36 560)
Impôts et taxes	(2 049)	-	(2 049)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(1 833)	-	(1 833)
Ecart d'acquisition	-	-	-
Autres charges d'exploitation nettes des produits	(632)	-	(632)
Résultat opérationnel courant	2 401	(288)	2 114
Coûts de restructuration	(339)	-	(339)
Résultat opérationnel	2 063	(288)	1 775
Coût de l'endettement financier net	232	-	232
Résultat courant	2 294	(288)	2 007
Impôt sur le résultat	(2 321)	-	(2 321)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(48)	-	(48)
Résultat net des activités poursuivies	(74)	(288)	(362)
Résultat net des activités non poursuivies	(160)	-	(160)
Résultat net	(234)	(288)	(522)
Résultat des minoritaires	1 760	(139)	1 620
Résultat net part du groupe	(1 994)	(148)	(2 142)

(*) Comptes consolidés de Groupe Gorgé après réintégration de NTS dans les activités poursuivies

L'impact des corrections d'erreur sur le résultat net s'élève à (288) k€ et concerne les corrections relatives au CIR en totalité.

4. AUTRES NOTES

4.1 Effectifs

	30 juin 10	30 juin 09	31 décembre 09
Effectifs à périmètre constant	1 312	1 379	1 372
FAURE QEI	26	-	26
TRITON IMAGING	5	-	9
Activités poursuivies	1 343	1 379	1 407
<i>Activités non poursuivies</i>	-	288	-

Sur les 1 343 personnes présentes au 30 juin 2010, environ 84 sont basées à l'étranger.

4.2 Faits exceptionnels et litiges

Le litige relatif à l'exonération d'impôt dont avait bénéficié la société CIMLEC Industrie est définitivement soldé. Aucune autre évolution significative des litiges n'est à mentionner par rapport aux informations données dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2009.

4.3 Événements postérieurs

Le 23 juillet 2010, la société EXIMIUM a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 5% du capital de Groupe Gorgé et détenir 579.113 actions de la société.

Le dividende voté par l'Assemblée Générale de Groupe Gorgé SA du 8 juin 2010 (soit 3 M€) a été versé le 31 juillet 2010. Celui voté par l'Assemblée Générale d'ECA (1 M€ en faveur des minoritaires) doit être versé le 30 septembre 2010.

Il n'y a aucun autre événement significatif intervenu entre le 30 juin 2010 et la date du Conseil d'Administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés du Groupe.

5. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

Sociétés	Société mère au 30/06/2010	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
		06-2010	12-2009	06-2010	12-2009	06-2010	12-2009
Société consolidante							
GROUPE GORGÉ SA		Top	Top	Top	Top	IG	IG
Structure							
CNAITEC ^{(1) (2)}	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
FINU 4 ⁽²⁾	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
LASER TECHNOLOGIES ⁽²⁾	GROUPE GORGÉ SA	95,60	95,60	95,60	95,60	IG	IG
LES PÂTUREAUX ^{(2) (3)}	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
MELCO ⁽⁴⁾	-	-	100	-	100	-	IG
SCI DES CARRIÈRES	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
SAS STONI	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
Systèmes intelligents de sûreté							
ECA ⁽⁵⁾	GROUPE GORGÉ SA	66,96	66,89	52,79	53,01	IG	IG
ECA CNAI	ECA SA	100	100	52,79	53,01	IG	IG
ECA CSIP Ltd (Grande-Bretagne)	ECA SA	100	100	52,79	53,01	IG	IG
ECA EN ⁽⁶⁾	ECA SA	100	100	52,79	53,01	IG	IG
ECA FAROS	ECA SA	98	98	51,74	51,95	IG	IG
ECA SINDEL (Italie)	ECA SA	96,02	96,02	50,69	50,90	IG	IG
ECA SINTERS	ECA SA	99,63	99,63	52,60	52,81	IG	IG
OD ECA (Turquie)	ECA SA	60	60	31,68	31,81	IG	IG
SSI (Etats-Unis)	ECA SA	100	100	52,79	53,01	IG	IG
TRITON IMAGING ⁽⁷⁾ (Etats-Unis)	ECA SA	100	100	52,79	53,01	IG	IG
1ROBOTICS (Etats-Unis)	ECA SA	29,89	29,89	42,76	42,94	MEQ	MEQ
Projets et Services Industriels							
ALMEITA	ALMITEC SAS	100	100	95	95	IG	IG
ALMITEC	GROUPE GORGÉ SA	95	95	95	95	IG	IG
CIMLEC IBERICA (Espagne)	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
CIMLEC INDUSTRIAL ROMANIA (Roumanie)	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
CIMLEC INDUSTRIE	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
CIMLEC SLOVAKIA ⁽⁸⁾ (Slovaquie)	-	-	100	-	100	-	IG
CLF SATREM	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
CNAI ⁽⁹⁾	-	-	95	-	95	-	IG
DPC ⁽⁸⁾	-	-	49,33	-	49,33	-	MEQ
FAURE QEI	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
MFG DEUTSCHLAND ⁽²⁾ (Allemagne)	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG

N'SERV ⁽¹⁰⁾	GRUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
NTS France	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
NTS IBERICA (Espagne)	NTS France SAS	100	100	99,99	99,99	IG	IG
ROBOKEEP ⁽²⁾	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
SCI MBI ⁽⁹⁾	-	-	100	-	95,01	-	IG
TENWHIL	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG

Protection en Milieux Nucléaires

BAUMERT TECHNOLOGIES	NUCLEACTION SAS	100	100	100	100	IG	IG
NTC NUCLEACTION	NUCLEACTION SAS	100	100	100	100	IG	IG
NUCLEACTION	GRUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
SCM VERBOOM ⁽¹¹⁾	NUCLEACTION SAS	100	100	100	100	IG	IG

Groupe Récif ⁽¹²⁾

RECIF TECHNOLOGIES FRANCE	-	-	98	-	98	-	IG
RECIF TECHNOLOGIES (Taiwan)	-	-	97	-	95,06	-	IG
RECIF TECHNOLOGIES Inc (Etats-Unis)	-	-	100	-	98	-	IG
RECIF TECHNOLOGIES BELLARUS (Biélorussie)	-	-	100	-	98	-	IG

⁽¹⁾ Anciennement FINU 2

⁽²⁾ Sociétés sans activité

⁽³⁾ La société a fait l'objet d'une liquidation amiable au 31 mai 2010

⁽⁴⁾ La société a fait l'objet d'une liquidation amiable au 30 juin 2009

⁽⁵⁾ Les pourcentages de contrôle concernant la société ECA tiennent compte des droits de votes doubles

⁽⁶⁾ Anciennement ELECTRONAVAL Technologies

⁽⁷⁾ Société consolidée à partir du 1^{er} Novembre 2009

⁽⁸⁾ Sociétés cédées et déconsolidées en décembre 2009

⁽⁹⁾ Sociétés déconsolidées au 1^{er} janvier 2010 suite à la liquidation judiciaire de CNAI

⁽¹⁰⁾ Anciennement FINUCHEM Développement

⁽¹¹⁾ Société consolidée à partir du 1^{er} avril 2009

⁽¹²⁾ Le groupe RECIF est déconsolidé au 31 décembre 2009. Il est consolidé en 2009 au sein des activités non poursuivies.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe Gorgé, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « 1.3 Référentiel comptable » et « 1.2 Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés » de l'annexe des comptes semestriels consolidés condensés qui présente respectivement :

- les nouvelles normes et interprétations comptables d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010,
- les conséquences dans les comptes au 30 juin 2009 présentés à titre d'information comparative, des corrections d'erreurs effectuées dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 16 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Bernard España

COREVISE
Stéphane MARIE